

sur la religion ou la conviction, et de s'efforcer d'achever le projet de déclaration à ladite session;

2. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission des droits de l'homme les termes des instruments internationaux existants qui ont trait au problème de l'intolérance religieuse;

3. *Prie* la Commission des droits de l'homme de donner pour instructions à son groupe de travail qui a été constitué en vue de mener à bien cette tâche de fixer un calendrier prévoyant l'examen intégral de tous les articles restants du projet de déclaration au cours de la trente-cinquième session de la Commission;

4. *Prie* la Commission des droits de l'homme de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un projet unique de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session la question intitulée "Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse" et de lui donner un caractère hautement prioritaire.

86^e séance plénière
16 décembre 1978

33/162. Main-d'œuvre migrante en Afrique australe

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/105 A à N du 14 décembre 1977 et 32/105 O du 16 décembre 1977, relatives à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain,

Rappelant en outre la résolution 2082 B (LXII) du Conseil économique et social, en date du 13 mai 1977, par laquelle le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de déclarer 1978 Année internationale pour la lutte contre l'apartheid,

Prenant note avec satisfaction de la proclamation de l'année commençant le 21 mars 1978 et se terminant le 20 mars 1979 en tant qu'Année internationale pour la lutte contre l'apartheid,

Avant présent à l'esprit le programme pour l'Année internationale pour la lutte contre l'apartheid⁶⁴,

Rappelant également les résolutions sur l'accélération du développement économique et l'action à mener au plan international et sur la promotion de stratégies de développement visant à réduire la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud ainsi que la Charte des droits des travailleurs migrants en Afrique australe, qui ont été adoptées par la Conférence sur la main-d'œuvre migrante en Afrique australe⁶⁵, tenue à Lusaka du 4 au 8 avril 1978 et organisée par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation internationale du Travail en coopération avec le Gouvernement zambien et les mouvements de libération de l'Afrique australe reconnus par l'Organisation de l'unité africaine,

Consciente que le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et le Swaziland sont fortement tributaires de l'envoi de main-d'œuvre migrante en Afrique du Sud et qu'il faut éliminer cette dépendance regrettable,

Persuadée que la persistance du système de la main-d'œuvre migrante en Afrique du Sud perpétue le fléau de l'apartheid et retarde le progrès social et économique des pays qui fournissent la main-d'œuvre migrante,

Persuadée également que la suppression du système odieux de la main-d'œuvre migrante faciliterait l'élimination de l'apartheid et accélérerait le développement socio-économique et la transformation des Etats fournisseurs de cette main-d'œuvre,

Consciente que la position de faiblesse où se trouvent les Etats fournisseurs pour agir individuellement en vue de dégager leurs économies dépendantes et leurs travailleurs migrants de l'étreinte de l'apartheid et de l'économie de l'Afrique du Sud exige d'urgence une action concertée et une coopération entre les Etats Membres concernés ainsi qu'une assistance de la part d'autres Etats africains, des organisations internationales, des gouvernements des pays non africains et d'autres organisations,

1. *Fait sienne* la Charte des droits des travailleurs migrants en Afrique australe adoptée le 7 avril 1978 par la Conférence de Lusaka sur la main-d'œuvre migrante en Afrique australe, qui est jointe en annexe à la présente résolution;

2. *Prie instamment* tous les Etats Membres et tous les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales d'apporter aux Etats africains touchés par la migration de main-d'œuvre vers l'Afrique du Sud, en application de la Déclaration de Lagos pour l'action contre l'apartheid⁶⁶, adoptée par la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, tout le soutien matériel, financier, technique et politique nécessaire pour permettre le démarrage et la mise en œuvre de programmes et de projets de développement précis ayant pour objet de mettre ces Etats en mesure d'utiliser pleinement la main-d'œuvre disponible pour le développement de leur propre économie et de supprimer ainsi la nécessité d'exporter cette main-d'œuvre vers l'économie sud-africaine fondée sur l'apartheid.

90^e séance plénière
20 décembre 1978

ANNEXE

Charte des droits des travailleurs migrants en Afrique australe adoptée le 7 avril 1978 par la Conférence sur la main-d'œuvre migrante en Afrique australe

Nous, représentants des Etats et des peuples d'Afrique australe,

Notant que l'apartheid a été déclaré crime contre l'humanité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies,

Notant les travaux de l'Organisation internationale du Travail concernant les problèmes de la main-d'œuvre migrante en Afrique australe et rappelant les Conventions de l'Organisation internationale du Travail n° 87 du 9 juillet 1948 et n° 97 et 98 du 1^{er} juillet 1949⁶⁷ concernant, respectivement, la liberté syndicale et la protection du droit syndical, la migration pour rechercher un emploi et l'application des principes du droit à s'organiser et à mener des négociations collectives,

Reconnaissant que le système de main-d'œuvre migrante est l'un des principaux outils de l'apartheid,

⁶⁶ Rapport de la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, Lagos, 22-26 août 1977 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.XIV.2 et rectificatif), sect. X.

⁶⁷ Voir Organisation internationale du Travail, *Conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail, 1919-1966*, Genève, Bureau international du Travail, 1966.

⁶⁴ Résolution 32/105 B, annexe.

⁶⁵ E/CN.14/ECO/142, deuxième partie.

Conscients de l'injustice flagrante que cette situation constitue pour les travailleurs qui sont privés de la jouissance de nombreux droits de l'homme fondamentaux,

Notant que ce système détruit la vie familiale et désorganise les économies agraires,

Nous engageons à lutter pour l'abolition du système de main-d'œuvre migrante pratiqué en Afrique du Sud et, en attendant son élimination, sommes convenus de la présente Charte des droits des travailleurs migrants en Afrique australe.

CHAPITRE PREMIER

DROIT D'ASSOCIATION, DROIT DE CIRCULER LIBREMENT ET DE CHOISIR SA RÉSIDENCE

Article premier

Tous les travailleurs ont le droit :

- a) De fonder des syndicats de leur propre choix et de s'y affilier;
- b) De participer aux négociations collectives à égalité avec tous les autres travailleurs, sans distinction de race, de sexe, d'affiliation politique ou de religion;
- c) D'entreprendre une action concertée de cessation du travail (grève) à l'appui de leurs revendications.

Article 2

Tous les travailleurs ont le droit de circuler librement et ils ne sont pas tenus d'être porteurs d'un laissez-passer ou d'un document similaire.

Article 3

Tous les travailleurs ont le droit d'habiter avec leur famille près de leur lieu de travail, dans des maisons décentes dont ils puissent être propriétaires dans le cadre de projets établis à cette fin, ou de résider ailleurs s'ils le désirent.

Article 4

Tous les travailleurs ont droit au travail et ils ne peuvent faire l'objet d'une discrimination fondée sur la couleur ou sur l'existence d'emplois réservés ou de toute autre forme de discrimination.

Article 5

Tous les travailleurs ont droit au travail sans distinction de race ou de sexe; ils ont le droit de choisir librement leur travail et de changer d'employeur sans perdre pour autant les droits acquis et leurs droits à une promotion.

Article 6

Tous les travailleurs sans exception ont droit à un salaire égal pour un travail égal.

Article 7

Tous les travailleurs ont des droits égaux à la formation professionnelle et à l'éducation des adultes, aux fins d'acquérir des qualifications et de parvenir à une plus grande ouverture d'esprit.

CHAPITRE II

DROIT À UN NIVEAU DE VIE DÉCENT

Article 8

Tout travailleur a droit à un salaire minimal de base lui permettant d'assurer le bien-être et la santé de sa famille.

Article 9

Tous les travailleurs ont droit à une protection adéquate contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, assurée par des moyens de protection approuvés et par l'étroite supervision d'un corps commun

d'inspection indépendant industriel et agricole agissant en liaison avec les représentants des travailleurs.

Article 10

Tous les travailleurs et leur famille ont un droit égal et absolu à une indemnité adéquate, immédiate et efficace en cas de décès ou d'incapacité résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Article 11

Tous les travailleurs ont droit à :

- a) Des services médicaux gratuits pour eux-mêmes et leur famille;
- b) Des congés de maladie et, le cas échéant, des congés de maternité avec versement du salaire intégral;
- c) Des congés payés annuels.

Article 12

Tous les travailleurs sont habilités, au moment de leur départ, à percevoir le montant intégral de leur pension de retraite ou une indemnité calculée en proportion du nombre de leurs années de service.

Article 13

Tous les travailleurs ont le droit de déterminer leurs conditions d'emploi au moyen de négociations collectives.

Article 14

Tous les travailleurs ont le droit de percevoir des allocations de chômage.

Article 15

Toutes les travailleuses ont le droit d'exercer un emploi dans n'importe quel secteur de l'économie et ne peuvent faire l'objet d'aucune discrimination en ce qui concerne le salaire, la formation, l'attribution des emplois ou la pension de retraite.

33/163. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

L'Assemblée générale,

Rappelant les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁶⁸ et ceux de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁶⁹,

Considérant la Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), de 1975⁷⁰, et la Recommandation concernant les travailleurs migrants, de 1975⁷¹, adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Consciente du fait que le problème des travailleurs migrants s'aggrave dans certaines régions pour des raisons politiques et économiques conjoncturelles et pour des raisons sociales et culturelles,

Rappelant que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat et que, dans ce contexte, la famille des travailleurs migrants a droit à la même protection que les travailleurs migrants eux-mêmes,

⁶⁸ Résolution 217 A (III).

⁶⁹ Résolution 2106 A (XX), annexe.

⁷⁰ Bureau international du Travail, *Bulletin officiel*, vol. LVIII, 1975, série A, n° 1, Convention n° 143.

⁷¹ *Ibid.*, n° 1, Recommandation n° 151.